

Remarques et questionnements sur le projet UGI`RING

En tant que citoyen de La Léchère impliqué dans la vie économique et associative du territoire, je souhaite faire part de plusieurs remarques et questionnements quant au projet UGI`RING d'implantation d'une activité de recyclage de métaux ferreux et de piles alcalines afin d'en récupérer les métaux rares pour en faire des alliages.

Ce projet, porté par les dirigeants d'Ugitech, peut paraître vertueux au premier abord et répondre aux enjeux écologiques actuels, puisqu'il s'agit, d'après ses promoteurs, de permettre le recyclage de déchets industriels pour aboutir à terme à la "*création de la première aciérie circulaire au monde*". Ces dirigeants annoncent par ailleurs la création d'une "*cinquantaine d'emplois directs*", ce qui n'est pas négligeable, mais toutefois assez faible à l'échelle du territoire.

Concernant l'information et la concertation :

Les habitants de La Léchère et des communes environnantes n'ont eu accès que très récemment à une information sur la procédure d'enquête publique en cours, puisque la publication de l'enquête n'a fait l'objet au départ que d'un affichage dans les mairies de la vallée et d'une publication dans le journal quotidien régional. Ce n'est qu'à partir de la tenue d'une réunion publique d'information, le 12 février, que l'information a commencé à se diffuser par le biais du "bouche à oreille".

Par ailleurs, aucune concertation réelle avec les habitants et les différents acteurs économiques du territoire n'a été mise en place, alors que le niveau de classement "Seveso haut" de ce projet le nécessite.

Outre la crainte légitime concernant l'impact environnemental d'un tel projet, ce déficit d'information et cette absence de concertation ont contribué à développer une vive inquiétude auprès de la population locale, une perte de confiance quant à la fiabilité des annonces des dirigeants d'Ugitech et, en définitive, une forte colère qu'il sera difficile d'apaiser.

Concernant le classement "Seveso haut", les risques environnementaux et sanitaires potentiels :

L'implantation d'UGI`RING à proximité immédiate d'une école maternelle et primaire (170 mètres) est particulièrement choquante.

Plus largement, ce site se trouve à proximité de zones urbanisées, d'une station thermale réputée (à 200 mètres) et des hébergements accueillant les curistes.

Le rapport de la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) du 24 novembre 2023, qui n'a été rendu public que lors de la réunion publique du 12 février, pointe les principaux enjeux environnementaux liés à ce projet :

- Cadre de vie et santé humaine, "*avec la présence de riverains et d'établissements recevant du public notamment sensible à proximité immédiate du projet*" ;
- Qualité des eaux souterraines et de surface, "*l'emprise du projet étant notamment marquée par la présence de deux torrents et de sols perméables*" ;
- Biodiversité "*avec la présence d'espèces protégées*" ;
- Pollution de l'air et les émissions de gaz à effet de serre.

Les réponses apportées par l'entreprise ne sont pas du tout à la hauteur et ne sont pas de nature à rassurer la population quant à une prise en compte réelle des risques.

Par exemple :

- À la recommandation "*Réaliser des simulations acoustiques permettant d'évaluer les impacts du projet sur l'ambiance sonore du secteur d'étude, et en fonction des résultats de renforcer les*

mesures envisagées afin d'être assuré que le projet n'affecte pas la santé des riverains", l'entreprise a répondu : "Il n'apparaît pas nécessaire de réaliser une série de modélisations acoustiques qui auraient, de par les éléments présentés, une véracité très discutable." !

- À la demande *"démontrer que les rejets diffus dus aux procédés sont négligeables"*, l'entreprise a répondu : *"Le projet n'étant pas mis en œuvre, il n'est pas possible de réaliser une campagne de mesure des rejets diffus afin de prouver que les rejets diffus dus aux procédés sont négligeables." !*

Pour un classement "Seveso haut", il est indispensable d'obtenir des réponses claires aux demandes formulées par la Mission Régionale d'Autorité environnementale.

Les dirigeants d'UGITECH pour défendre leur projet s'appuient sans cesse sur leur engagement à *"respecter les normes en vigueur"*. Mais chacun sait que les normes qui s'appliquent aux sites industriels sont évolutives et qu'elles sont le marqueur, à un moment donné, d'un rapport de forces qui existe au sein d'une société entre des intérêts privés et le besoin de sécurité et de santé environnementale. Les enquêtes épidémiologiques, les aspirations des citoyens contribuent heureusement à faire évoluer ces normes.

Concernant l'impact sur l'image et l'économie du territoire

La commune de La Léchère regroupe huit anciennes communes : Bonneval, Celliers, Doucy, Feissons, Nâves, Notre-Dame-de-Briançon, Petit-Cœur, Pussy. Elle a été très marquée, pendant plus d'un siècle par l'histoire industrielle du fond de vallée. Les usines, présentes sur Notre-Dame-de-Briançon et Petit-Cœur employaient en effet 1476 salariés en 1971 !

Mais, si la prospérité de la commune de La Léchère dépendait encore dans les années 1970 des usines de Notre Dame et de Petit-Cœur, ce n'est plus le cas actuellement.

Aujourd'hui, l'usine Tokai Cobex n'emploie plus qu'environ 250 salariés et le projet UGI`RING annonce *"une cinquantaine d'emplois directs"* à sa création et peut-être une centaine à terme.

Actuellement, sur le territoire de La commune de La Léchère, sont implantées notamment plusieurs dizaines d'entreprises artisanales, la première station thermale indépendante de Savoie, des exploitations agricoles dynamiques, des entreprises de service, des acteurs du tourisme de premier plan.

La station thermale de La Léchère, située à proximité immédiate du projet UGI`RING, est la 3^{ème} station thermale de Savoie en termes de fréquentation. Station thermale, certifiée Aquacert HACCP Thermalisme, elle abrite le Centre de Recherche Universitaire de La Léchère (C.R.U.L.L.), dirigé par le docteur [REDACTED], professeur émérite de médecine vasculaire à l'Université Grenoble-Alpes. On perçoit tout de suite quel pourra être l'impact désastreux de l'implantation d'un "site Seveso haut" à proximité immédiate d'une station thermale dont voici actuellement les accroches commerciales : *"La station thermale de la Léchère-les-Bains jouit d'un environnement exceptionnel."* (Auvergne Rhône-Alpes tourisme). *"La Léchère : un séjour de bien être au pied des montagnes."* (Hôtel Radiana). Comment maintenir, au cours des prochaines années, un modèle économique basé sur un *"environnement exceptionnel"* et le *"bien-être adossé à ..."* un site Seveso ! ?

Le territoire de La Léchère fait partie de la zone de l'AOP Beaufort. Grace à cette AOP et grâce au dynamisme d'acteurs locaux de la filière agricole – dont certains s'orientent de plus en plus vers la certification bio -, plusieurs dizaines de familles vivent actuellement de l'agriculture. Cette réussite dépend également de l'image adossée à cette agriculture de montagne : *"Un territoire préservé au cœur des hautes montagnes de Savoie. C'est une nature et une flore époustouflante qui offrent aux troupeaux une alimentation riche et diversifiée, pour un fromage unique."* (Syndicat de défense du fromage Beaufort). Quid de l'impact de l'implantation d'un site Seveso sur cette image ? Quid de l'impact des futurs rejets d'UGI`RING sur la qualité des herbages, dont les promoteurs déclarent que

ces "rejets diffus dus aux procédés sont négligeables" bien qu'ils déclarent en même temps qu'"il n'est pas possible de réaliser une campagne de mesure des rejets diffus tant que le projet n'est pas mis en œuvre."

Les sites touristiques sont nombreux et diversifiés sur la commune de La Léchère :

- La station de Doucy-Combelouvière est reliée au domaine skiable de Valmorel.
- Le village de Celliers, relié également au domaine de Valmorel, est adossé au massif de La Lauzière, tout comme les villages de Bonneval et de Pussy. Ce massif est classé "territoire NATURA 2000", label de *"reconnaissance de sa richesse préservée et de son authenticité, qui accueille des habitats naturels remarquables, où les espèces animales et végétales se doivent d'être protégées."*
- Le domaine nordique de Nâves, adossé au massif du Beaufortain, est accessible par une route départementale de 13 km, qui débute en longeant le futur site UGI`RING classé "Sévés haut". Quel en sera l'impact sur les personnes faisant la démarche d'aller pratiquer des activités de pleine nature dans une vallée de montagne aux hameaux et paysages préservés ? Comment les parents et les enseignants percevront-ils que les bus qui montent quotidiennement les enfants pratiquer le ski de fond à Nâves, longent ce site Seveso ?

Ces sites touristiques, ces vallées de montagne authentiques attirent une clientèle croissante ayant une aspiration forte à la préservation de l'environnement. Ils entraînent par ailleurs des retombées économiques importantes sur tout le tissu économique du territoire : professionnels de la montagne, hôtellerie-restauration, meublés, gîtes ruraux, tables d'hôtes, refuges, ... Tout cela génère plusieurs centaines d'emplois. L'image actuelle positive de tous ces sites va être à minima dégradée par l'implantation d'UGI`RING. Comment maintenir à l'avenir cette économie locale dynamique malgré ce "repoussoir potentiel" de clientèle ? La cinquantaine d'emplois nouveaux annoncés ne va-t-elle pas s'accompagner de la fragilisation et de la destruction d'un nombre bien plus important d'emplois actuels ?

Concernant l'affichage d'un projet "vertueux"

Les dirigeants d'UGITECH prétendent que le projet UGI`RING est vertueux puisqu'il répondrait à la fois aux **"enjeux de *décarbonation* et de *souveraineté*"**.

Ils annoncent ainsi vouloir *"faire du site de La Léchère le territoire d'une industrie vertueuse"* et *"défendre notre souveraineté locale et nationale."*

Décarbonation ?

Alors que l'entreprise affiche les bienfaits du recyclage de déchets industriels et de la mise en place d'une économie circulaire, on découvre que ce projet va en fait nécessiter une rotation importante de camions et un recours croissant en approvisionnement en énergie fossile (gaz).

Pourtant, pour que la France réussisse à atteindre la neutralité carbone en 2050, les scientifiques du GIEC insistent sur la nécessité de réduire drastiquement notre recours aux énergies fossiles. Et l'Ademe vient d'actualiser ses scénarios pour mettre la France sur les rails de la neutralité carbone qui impliquent la mise en place d'une *"sobriété structurelle pour la production industrielle"* et une *"forte baisse des importations d'énergie et de combustibles fossiles."*

Mais, pour réaliser l'exploitation sur le site UGI`RING, l'acheminement des matières devra être réalisé par camions, puisque l'utilisation du réseau ferré existant pour acheminer les déchets ne serait pas envisageable (selon la SNCF et selon UGI`RING). Une rotation de 10 à 15 camions par jour est prévue au début du projet, pouvant évoluer à terme vers le passage de 40 et 60 camions par jour, sans comp-

ter les camions acheminant le gaz en attendant la construction du réseau d'alimentation. Ces importantes rotations de camions annoncées, sur des voies de circulation souvent saturées, empruntées par de nombreux habitants, suscitent par ailleurs une forte inquiétude.

L'approvisionnement en gaz, quant à lui, est au cœur du projet UGI'RING, puisque ses dirigeants ont en effet annoncé, dès leur installation sur l'ancien site FerroGlobe que, pour mener à bien leur activité de recyclage des métaux, ils auraient besoin d'accéder à une alimentation en gaz. Le projet "*Tarentaise Energies de demain*", qui prévoit en 2026 la réalisation de 25 km de réseau d'alimentation de gaz reliant Albertville à La Léchère, doit permettre ainsi de desservir les usines Tokai Cobex et UGI'RING en gaz. Les promoteurs de "*Tarentaise Energies de demain*" annoncent également des projets de méthane à Gilly-sur-Isère et d'électroniseur à Ugine afin de permettre à terme "*d'approvisionner le réseau en gaz vert et en hydrogène*". Mais à quelle échéance ?

En tout cas, le recours au gaz naturel conditionne aujourd'hui le projet UGI'RING et, en attendant le recours à d'hypothétiques alternatives, il est important de rappeler que le gaz naturel n'est pas une énergie écologique. Il est non-renouvelable et il pollue de façon conséquente.

Souveraineté ?

Comment prétendre répondre aux enjeux de souveraineté par un projet qui dépend totalement de l'approvisionnement en gaz naturel. Il est important de rappeler que la France n'est pas un pays producteur de gaz naturel et qu'elle importe la quasi-totalité du gaz consommé sur son territoire. C'est actuellement la Norvège qui fournit le plus de gaz à la France avec 36% des entrées brutes. La Russie arrive derrière avec 17%, suivie de l'Algérie et des Pays-Bas à 8%, et enfin le Nigéria (7%) et la Qatar (2%).

Si la France conserve encore actuellement une diversité dans ses sources d'approvisionnement, comment prévenir à l'avenir les fortes pénuries annoncées par plusieurs spécialistes ou les trop fortes répercussions en cas d'évolution d'événements majeurs comme le conflit en Ukraine ?

Question souveraineté, rappelons également que, sur ce site industriel de La Léchère, l'entreprise Ferropem produisait précédemment du silicium, un matériau pourtant jugé à l'époque "*essentiel pour gérer la transition énergétique de la France*."

Enfin, le projet UGI'RING est porté par Ugitech, filiale du Groupe Swiss Steel.

Comment peut-on parler de "*souveraineté industrielle française*", alors que la fiabilité durable du projet dépend des orientations stratégiques d'un groupe qui "*traverse actuellement des difficultés financières*" selon plusieurs articles de la presse économique suisse.

Par ailleurs, nous pouvons noter, parmi les actionnaires importants de Swiss Steel, l'oligarque russe [REDACTED]. Suite à l'attaque de la Crimée par la Russie, les États-Unis ont imposé des sanctions à son encontre avec 23 autres résidents russes en avril 2018. En 2022, à la suite de l'attaque de l'Ukraine par la Russie, des sanctions à l'égard de [REDACTED] ont été également décidées par le Royaume-Uni, l'UE et l'Australie.

En conclusion, j'émetts un avis défavorable à la mise en œuvre du projet UGI'RING sur notre vallée.

Le 14 mars 2024

[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]